

JSFS

Bibliographie

Journal de la société statistique de Paris, tome 134, n° 2 (1993),
p. 91-95

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1993__134_2_91_0

© Société de statistique de Paris, 1993, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III

BIBLIOGRAPHIE

1. Michel PÉBEREAU *La politique économique de la France* (trois volumes).

Edition Armand Colin, Paris 1988, 1990.

Trois tomes : produits d'un enseignement donné à l'Institut d'Etudes politiques de Paris, consacré à l'analyse de la politique économique de la France, offrant 1 330 pages au lecteur, ne peuvent être correctement analysés et commentés dans un compte rendu, quelles qu'en soient la teneur et l'ambition.

La lecture de cette œuvre permet de comprendre le fonctionnement, les enjeux et les perspectives de l'économie française, au cours des années récentes.

Il suffira, me semble-t-il, de mettre en lumière les points forts de l'analyse.

Pour ma part, je verrais, principalement, dans le tome traitant les **instruments** dont le gouvernement dispose pour atteindre les **objectifs** : stimuler la croissance et l'emploi – entre autres –, la tentative de définir les liaisons entre les politiques conduites et les leçons fondamentales de la théorie économique.

Le praticien n'ignore pas cependant que les contraintes de la vie économique ont pour effet d'occulter l'analyse. Il est, par exemple, symptomatique de constater les incertitudes de l'approche théorique à une époque où les dépenses de l'Etat doivent tenir le plus grand compte de l'extension des grands systèmes de protection sociale que la France et les pays industriels doivent assurer. L'inextricable problème du chômage forme à lui seul l'une des pièces maîtresses du dispositif nécessaire à l'élaboration des plans de financement. L'idée de la compatibilité difficile est souvent sous-jacente aux décisions du pouvoir central.

Si la fiscalité est l'un des instruments primordiaux de la politique économique et sociale, il ne faut pas sous-estimer la complexité et surestimer l'efficacité de toute réglementation fiscale : l'expérience a mis à jour le manque d'harmonie entre les objectifs économiques et les objectifs sociaux.

La monnaie apparaît, dans cet ouvrage, comme une institution affirmant sa prédominance dans les économies modernes. Les taux d'intérêt doivent jouer, de plus en plus, un rôle d'arbitre entre les différentes formes d'emploi des ressources. La relance de l'épargne est un instrument largement sous-évalué dans l'économie nationale. Mais on peut formuler des réserves lorsque l'auteur déclare que les avantages consentis en faveur de l'épargne liquide sont, généralement, excessifs.

Une thèse qui est défendue dénote la tendance contradictoire à laquelle je viens de faire allusion : l'affirmation répétitive de la priorité de l'emploi est, implicitement, le signe de la prééminence que l'on accorde à l'économique au détriment du social.

BIBLIOGRAPHIE

Le lecteur pourra saisir la norme d'équilibre inéluctable au sein des mécanismes de redistribution des revenus, c'est-à-dire, en fait, la mésentente entre les objectifs sociaux et les rigueurs de l'économie.

La thèse de l'inexistence d'adaptation de l'économique au social jaillit, enfin, au regard du mécanisme des prix : les principes auxquels se réfère la France respectueuse de l'économie de marché, sont, en quelque sorte, disloqués par la réalité de l'économie nationale française, caractérisée par des interventions permanentes ou sporadiques de l'Etat dans le processus de détermination des prix.

Les objectifs dont le lecteur retiendra une synthèse très dense dans le deuxième volume sont inexorablement dépendants de l'impact des chocs pétroliers.

La croissance, objectif central de la politique économique, est directement rattachée au maintien des équilibres : stabilité des prix et équilibre extérieur.

Le rappel des mécanismes de la croissance et des fluctuations dans l'analyse économique, des bases de la comptabilité nationale précède une étude historique et contemporaine des politiques de régulation conjoncturelle, des huit premiers plans et des politiques d'emploi et d'investissement.

Le cheminement est le même pour ce qui est de l'inflation : vue théorique ; l'inflation est un problème structurel et un phénomène de société. En France, on sait que les mécanismes propagateurs d'inflation sont très nombreux. Maladie endémique des économies de notre temps, elle est soumise à des thérapeutiques dont le résultat est fréquemment médiocre et même antinomique.

La contrainte extérieure qui s'exerce avec vigueur depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, doit être maîtrisée au moyen du jeu de la compétitivité-prix et de celui de la spécialisation nationale. M. Pébereau voit principalement le remède dans une action macroéconomique concernant l'ensemble des entreprises françaises. La conjoncture politique actuelle sera, sans aucun doute, à l'écoute, lorsqu'il s'agira de desserrer les contraintes venues de l'extérieur, au cours des années qui nous séparent de la fin du siècle.

Lorsqu'il aborde la politique économique française suivie depuis le second choc pétrolier, l'auteur donne des précisions relativement aux actions de redressement accomplies par les gouvernements. Son approche objective ne peut être contestée. Cependant, on peut regretter que la politique énergétique ait été négligée. Aujourd'hui, une politique de l'énergie fondée sur un potentiel connu et mesuré, inspirée par une connaissance des ressources et l'appréciation des inconvénients que celles-ci recèlent, est un objectif majeur d'une relance économique déterminante. Or, dans ce livre, l'énergie apparaît un peu comme une étoile filante trop fugitive pour être ancrée en termes d'avancée économique.

La multiplicité des sources d'énergie, les innovations technologiques en matière de production d'énergie, devraient être cernées avec plus de discernement qu'elles ne le sont actuellement malgré la quantité et l'abondance des recherches effectuées en tel ou tel Centre d'investigations.

BIBLIOGRAPHIE

J'en arrive au volume (555 pages à lui seul) qui a pour objet de situer notre pays dans les institutions et les relations économiques, financières et monétaires internationales.

Le problème immense qui est, ici, abordé, est semé d'écueils en raison du foisonnement des institutions internationales et de l'interdépendance accrue des marchés nationaux.

Il est traité avec maîtrise. On recueille, dans ce volume, les réminiscences coutumières des thèses classiques, des critiques et l'on assiste au développement des perspectives ouvertes par les organisations nées depuis 1944 : certaines à vocation universelle liées à l'ONU, d'autres qui sont d'inspiration occidentale (OCDE, BRI, etc.), d'autres, enfin, qui émergent au sein de la Communauté, puis les institutions de coopération régionale ou bilatérale avec le Tiers Monde ou les pays de l'Est.

Je pense que la meilleure façon d'appréhender les évolutions qui se sont produites en matière d'échanges extérieurs, est de se référer à la méthodologie des statistiques de ces échanges, que l'on peut suivre et exploiter à partir de la page 141.

Le chapitre sur la vie monétaire internationale et le franc retrace l'histoire de notre unité monétaire depuis la Libération, et met en lumière – graphiques à l'appui – les modalités d'adaptation, aux fluctuations commerciales, du flottement des monnaies.

La genèse du système monétaire européen est largement décrite et les aléas prévisibles du SME sont interprétés à la lumière d'événements récents qui marquent l'intégration économique et monétaire progressive du monde occidental.

La vie financière et bancaire internationale est examinée avec circonspection ; le travail du statisticien intéressé est sûrement malaisé, parce que les marchés des eurodevises sont imparfaitement connus.

Le chapitre IV sur la construction européenne pourrait être, aujourd'hui, complété par les dispositions arrêtées récemment (traité de Maastricht), mais les questions centrales sont posées et traitées avec une grande objectivité. Je dirai simplement que, dans le cadre des relations extérieures de la Communauté, l'auteur et ses collaborateurs auraient, de nos jours, matière à réflexion relativement à la coopération avec les pays de l'Est.

Les relations Nord-Sud sont l'objet du dernier chapitre. La persistance du sous-développement pose une interrogation. La problématique du développement du Tiers Monde est d'autant plus complexe que la crise de solvabilité des pays du Sud se perpétue. Des thèses contradictoires sont échafaudées au plan des retombées économiques de l'aide française. Une politique systématique de l'emploi peut-elle être organisée dans les années à venir, en France ?

L'œuvre est très méritoire parce qu'elle donne des réponses, à la lumière de messages de la théorie économique, sans pour autant se dérober aux leçons de l'expérience vécue, qui, finalement, donne le fondement de l'action politique.

V. ROUQUET LA GARRIGUE.

BIBLIOGRAPHIE

2. Michel WIEVIORKA et Sylvaine TRINH *Le modèle E.D.F.*
(*Essai de sociologie des organisations*).

Editions La Découverte, Paris, 1989.

Simple monographie d'Electricité de France ? Non. Les auteurs présentent une analyse sociologique du modèle E.D.F. mis en place depuis près d'un demi-siècle. La grande entreprise nationale a subi de nombreux chocs au sein même des mécanismes qui la structurent, et des transformations qui lui ont été imposées par son environnement.

A l'origine, la firme donne l'image d'un modèle *fondateur* ayant – plus ou moins implicitement – pour mission d'orienter et de façonner l'évolution des entreprises de grande dimension.

Les premières pages du livre invitent le lecteur à suivre les moments successifs de la *naissance d'un acteur*.

La compétence est le critère dominant du choix des hommes appelés à gouverner une entreprise, sans perdre de vue le point de mire qui s'identifie à l'intérêt collectif.

Le développement national trouve l'une de ses racines dans le développement même d'E.D.F. défini par trois logiques d'action : l'industrialisation, une logique technocratique qui suit, d'une manière complexe, les exigences du service public, et les contraintes de la logique commerciale.

Hormis la musique de l'exercice verbal et la finesse de l'expression écrite que savourent les sociologues, nos deux auteurs ont mis en lumière *la crise du modèle fondateur* qu'est E.D.F., en stigmatisant les fissures qu'ont provoquées les lenteurs bureaucratiques, le blocage et le vieillissement d'une institution confrontée aux revendications salariales, aux tensions soutenues par la voie syndicale ainsi qu'aux tentations néo-corporatistes qui ont vu le jour dans les années soixante-dix, lesquelles se sont soldées par l'échec.

La crise qu'E.D.F. a traversée est conçue comme un processus de déstructuration du modèle fondateur dont la terminaison est d'autant plus difficile à prévoir qu'il est indispensable de comprendre la signification et la force des actions issues *de l'extérieur de l'entreprise E.D.F.*

Il faut souligner, parmi d'autres signaux d'extension des mouvements sociaux, la lutte antinucléaire dont l'apogée se situerait – selon les auteurs – en 1977 (thèse aujourd'hui contestable, car cette lutte ne peut que s'amplifier aussi longtemps que les techniques de fission nucléaire n'auront pas disparu devant la réussite des techniques de *fusion*).

Est-il permis, aujourd'hui, de parler de chute du mouvement antinucléaire ?

Par ailleurs, E.D.F. doit être de plus en plus consciente de la dégradation qu'elle éprouve dans sa propension naturelle à orienter l'élaboration de la politique énergétique nationale considérée dans son ensemble.

BIBLIOGRAPHIE

On voit se dessiner un certain nombre de dérives au sein même de la logique technocratique : les interventions d'E.D.F. dans les chemins que suit l'équipement énergétique national révèlent que le modèle fondateur est de moins en moins intégré.

Cela signifie qu'E.D.F. doit avoir la souplesse d'une *institution transformable de l'intérieur* afin de s'adapter aux impératifs de la modernisation. Celle-ci exige une flexibilité des rouages intérieurs de l'entreprise au plan de la décentralisation et à celui de l'informatisation.

Electricité de France doit renforcer son image de marque dans les recherches novatrices et dans le développement des technologies de pointe.

J'ajouterai que la grande entreprise nationale doit également s'ingénier à innover dans les circuits qui préfigurent la naissance de l'Europe industrielle.

Cette étude de sociologie des organisations, intéressante, à bien des égards, a le mérite d'enrichir la réflexion par l'adjonction de deux annexes :

D'abord une *annexe méthodologique* qui facilite la lecture de l'ouvrage, en ce sens qu'elle définit clairement les étapes successives de l'analyse.

La deuxième annexe est une note documentaire relative à l'organigramme d'E.D.F., aux sites de production d'électricité par source d'énergie dans les pays de la C.E.E.

A relever encore : la répartition de la consommation d'électricité en France depuis plusieurs années.

On peut, néanmoins, regretter que la seconde annexe ne soit pas suffisamment dense quant aux données relatives à la production, à la répartition et à la consommation d'électricité, en France depuis la promulgation de la loi de nationalisation.

Je pense qu'une analyse statistique approfondie, temporelle et spatiale, aurait l'avantage de favoriser – particulièrement – une avancée complémentaire dans l'exploration des transformations structurelles des grandes entreprises publiques françaises, transformations susceptibles de concrétiser une harmonisation des systèmes d'expansion des grandes industries européennes.

V. ROUQUET LA GARRIGUE